



TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX-TOURCOING... NORD - PAS-DE-CALAIS... Les autres Départements et l'Étranger...

BUREAUX & RÉDACTION

Roubaix, rue Neuve, 17. - Tourcoing, rue des Poitrains, 42... Directeur : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :

Les Abonnements et Annonces sont reçus : à ROUBAIX, rue Neuve, 17. - à LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9... à BRUXELLES, à l'OFFICE DE PUBLICITE.

ROUBAIX, LE 20 DÉCEMBRE 1892

Où nous mène-t-on ?

Jamais le mauvais génie qui inspire les détenteurs actuels du pouvoir ne semble avoir plus mal guidés qu'en cette crise atterrante.

Nous ignorons, nous qui sommes en dehors des intrigues des partis, s'il y a un complot « monarchiste » ; mais ce qui nous apparaît clairement, c'est que la République est bien plus menacée du fait des gouvernements que par l'opposition royaliste ou bonapartiste.

M. Ribot avait commis une faute étrange, jeudi, dans son discours, d'ailleurs excellent en certains de ses parties, en laissant croire que la République pouvait être mise en question à cause de scandales du Panama.

Mais voici que, depuis trois jours, les journaux organes habituels du ministère accentuent la même note et nous montrent bien qu'il y a toute une manœuvre, là où l'on avait pu ne voir qu'une erreur d'appréciation.

La Droite constitutionnelle a certes en le fort de rester silencieuse dans le débat de jeudi. Elle aurait dû dire très haut les raisons de son vote ; elle devait dégager sa cause de celle des opposants irréductibles et montrer au pays qu'il y a, dans le nouveau parti républicain-libéral et conservateur, des hommes innocents des fautes, des erreurs, des infamies du passé, prêts à les réparer sans risquer les chances d'une révolution et en gardant au pays la forme démocratique de son gouvernement.

Celle-ci montre vraiment trop d'audace en essayant de lier le sort de la République à celui d'une coterie frappée à mort dans ses hommes les plus en vue ; elle va jusqu'à l'effronterie — et elle dépasse toutes les limites de la maladresse permise aux gens qui se noient — en donnant à entendre qu'on manque à ses devoirs constitutionnels en voulant plus de lumière encore sur le Panama et sur d'autres grandes entreprises auxquelles ont été mêlés des personnages officiels, en demandant la continuation de l'enquête parlementaire concurrentement avec les poursuites judiciaires.

Qui espère-t-on tromper ? Que les groupes ennemis de la forme républicaine essaient de profiter du gâchis, cela serait assez naturel. Mais qu'est-ce que cela prouve contre la Droite constitutionnelle ?

Est-ce que ce n'est pas une majorité de gauche qui a renversé MM. Ricard et Jules Roche ? N'est-ce pas un opportuniste franc-maçon M. Pourquery de Boisserin, qui a voulu armer la Commission d'enquête de pouvoirs plus étendus ?

Est-ce que M. Brisson, le président de cette Commission, n'est pas un républicain éprouvé, un républicain de la roche la moins friable ? Est-ce que ce n'est pas M. Clémenceau, le leader du radicalisme, qui a amené la chute de M. Rouvier ?

Maintenant tout ce monde recule... Il semble qu'il n'y ait plus... On nous laisse clairement entendre que ce qu'on sait n'est rien auprès de ce qu'on découvrirait, si on allait plus loin.

Après avoir obtenu du banquier Thierree qu'il détruirait les talons des fameux chèques, on a mis la main sur ce qu'on a saisi des papiers des administrateurs de Panama.

Est-ce un étouffement qu'on a voulu, comme le disent nos correspondants parisiens, comme le pensent tant de gens ? M. Charles de Lesseps va-t-il acheter, par son silence, l'indulgence de ceux qui disposent de la magistrature amovible, de ceux qui lui promettent peut-être une grâce suivant d'assez près une condamnation ?

Le calcul, s'il existe, serait bien naïf et bien dangereux. Ce qu'elle sait suffit à l'opinion pour juger le personnel parlementaire dans lequel se recrutent depuis trop longtemps les ministères et les grandes commissions.

Si la République n'avait pour la sauver que ce parti qui l'exploite et qui prétend en faire sa chose, certes, oui, la République serait constitutionnelle et les leaders catholiques le répètent pas assez souvent au Parlement — que des générations d'hommes nouveaux, républicains d'origine ou républicains sincèrement ralliés, ont grand et sont prêts à prendre la place de ceux qui s'effondrent ; que l'intervention directe du Pape a changé l'orientation des esprits catholiques.

Elles seraient allées jadis à l'opposition monarchique ; elles sont toutes prêtes à s'unir désormais aux voix des républicains sincères, partisans d'un gouvernement de réparation.

Mais il faudrait, pour cela, placer entre la gauche libérale et la droite constitutionnelle l'axe de la politique nouvelle, et affirmer en même temps un programme de réformes sociales accentuées.

Le peut-on et saura-t-on le vouloir à la Présidence de la République, ou bien nous laissera-t-on aller à la dérive, pour aboutir — non pas à la Monarchie — mais au Césarisme, sans qu'on nous ait évité les soulèvements révolutionnaires qui se préparent et qui s'annoncent ?

ALFRED REBOUX.

LA VRAIE SITUATION AU TONKIN

Sous ce titre, le Figaro publie un article alarmant sur notre situation dans l'Extrême-Orient. D'après l'auteur de l'article qui paraît très bien renseigné, le général Reste aurait rapporté des documents d'une importance capitale.

La jonction de deux rivières est à peu près complétée. Toutefois, il y a de nombreux engagements entre la garde civile et les pirates, mais on évite soigneusement d'en parler.

Dans les territoires militaires, la situation est plus grave depuis l'arrivée de M. de Lanesman, chef d'expédition. Nos troupes ont, au 300 engagements plus ou moins sérieux, qui ont coûté à nos officiers, soldats et hommes de combat, tout de 20 tués et 600 soldats tués ou blessés.

Les généraux chinois de la frontière, qui sont nos ennemis directs, ont été tués, ou ont été faits prisonniers. Les mandarins annamites qui nous avons combattu et il y a 3 mois, ils ont lancé contre nous, au lieu de postes des bandes nombreuses et bien armées, nous avons été isolés, Langson a été menacé, nos postes ont dû se tenir sur la défensive.

En ce qui concerne le Tonkin, nous avons eu un échec, mais nous avons gagné. Nous avons gagné, mais nous avons perdu. Nous avons gagné, mais nous avons perdu. Nous avons gagné, mais nous avons perdu.

MARCHÉS DE LILLE DU 20 DÉCEMBRE 1892

Table with 3 columns: Valeurs, Compt., Cours. Lists various market items and their prices.

COURS DE CLÔTURE AU COMPTANT DU 27 DÉCEMBRE

Table with 3 columns: Valeurs, Cours précédent, Cours du jour. Lists market items and their closing prices.

Le renforcement sérieux de nos cercles frontaliers. Mais pour cela il faudrait renforcer le corps d'occupation qui ne compte que 20,000 hommes, dont 15,000 seulement valides. Les autres hommes sont enrôlés en 180 postes. Il faudrait au moins 6,000 hommes de plus.

M. de Lanesman connaît la situation, mais comme il a télégraphié que la nouvelle n'était pas vraie, il refuse de recevoir des renforts et multiplie les affirmations optimistes. Il supprime les télégrammes alarmants qui nous parviennent par les routes de Chine et de Siamois, M. de Lanesman a créé des conflits entre les militaires et les civils et non content de nous faire perdre ainsi la confiance de nos amis, il a refusé de reconstruire l'autorité des mandarins que ses prédécesseurs avaient cherché à détruire.

On a vu récemment que le gouvernement français se serait engagé à traduire le général Reste devant un Conseil d'enquête, pour fautes contre la discipline. Mais, si les militaires en général sont vides, c'est devant la Haute-Cour qu'il faut traduire le gouvernement de l'Indo-Chine.

LES SCANDALES DU PANAMA

Un qui s'est écrit au matin, qui n'a pas été publié par le journal. M. de Lanesman a écrit pour lui-même un rapport de 20 pages, dans lequel il expose les faits et gestes de son administration. Ce rapport est très intéressant, car il nous fait connaître les dessous de la scène.

Le 20 décembre, à 10 heures, M. de Lanesman a été reçu par le ministre de la Marine, M. de Launay. M. de Lanesman a exposé les faits et gestes de son administration. M. de Launay a écouté avec attention et a promis de faire enquête.

Le 20 décembre, à 11 heures, M. de Lanesman a été reçu par le ministre de la Guerre, M. de Cassagnac. M. de Lanesman a exposé les faits et gestes de son administration. M. de Cassagnac a écouté avec attention et a promis de faire enquête.

Le 20 décembre, à 12 heures, M. de Lanesman a été reçu par le ministre de la Justice, M. de Cassagnac. M. de Lanesman a exposé les faits et gestes de son administration. M. de Cassagnac a écouté avec attention et a promis de faire enquête.

Le 20 décembre, à 13 heures, M. de Lanesman a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. de Cassagnac. M. de Lanesman a exposé les faits et gestes de son administration. M. de Cassagnac a écouté avec attention et a promis de faire enquête.

Le 20 décembre, à 14 heures, M. de Lanesman a été reçu par le ministre de l'Éducation nationale, M. de Cassagnac. M. de Lanesman a exposé les faits et gestes de son administration. M. de Cassagnac a écouté avec attention et a promis de faire enquête.

Le 20 décembre, à 15 heures, M. de Lanesman a été reçu par le ministre de l'Agriculture, M. de Cassagnac. M. de Lanesman a exposé les faits et gestes de son administration. M. de Cassagnac a écouté avec attention et a promis de faire enquête.

Le 20 décembre, à 16 heures, M. de Lanesman a été reçu par le ministre de l'Industrie, M. de Cassagnac. M. de Lanesman a exposé les faits et gestes de son administration. M. de Cassagnac a écouté avec attention et a promis de faire enquête.

Le 20 décembre, à 17 heures, M. de Lanesman a été reçu par le ministre de l'Enseignement supérieur, M. de Cassagnac. M. de Lanesman a exposé les faits et gestes de son administration. M. de Cassagnac a écouté avec attention et a promis de faire enquête.

Le 20 décembre, à 18 heures, M. de Lanesman a été reçu par le ministre de l'Art, M. de Cassagnac. M. de Lanesman a exposé les faits et gestes de son administration. M. de Cassagnac a écouté avec attention et a promis de faire enquête.

Le 20 décembre, à 19 heures, M. de Lanesman a été reçu par le ministre de l'Économie, M. de Cassagnac. M. de Lanesman a exposé les faits et gestes de son administration. M. de Cassagnac a écouté avec attention et a promis de faire enquête.

Le 20 décembre, à 20 heures, M. de Lanesman a été reçu par le ministre de l'Énergie, M. de Cassagnac. M. de Lanesman a exposé les faits et gestes de son administration. M. de Cassagnac a écouté avec attention et a promis de faire enquête.

Le 20 décembre, à 21 heures, M. de Lanesman a été reçu par le ministre de l'Équipement, M. de Cassagnac. M. de Lanesman a exposé les faits et gestes de son administration. M. de Cassagnac a écouté avec attention et a promis de faire enquête.

Le 20 décembre, à 22 heures, M. de Lanesman a été reçu par le ministre de l'Économie, M. de Cassagnac. M. de Lanesman a exposé les faits et gestes de son administration. M. de Cassagnac a écouté avec attention et a promis de faire enquête.

Le 20 décembre, à 23 heures, M. de Lanesman a été reçu par le ministre de l'Économie, M. de Cassagnac. M. de Lanesman a exposé les faits et gestes de son administration. M. de Cassagnac a écouté avec attention et a promis de faire enquête.

de laquelle tendant à ce que les pièces saisies chez les administrateurs de Panama soient communiquées à la Commission.

Le BARRON COTTU Paris, 20 décembre. — Ce soir, le baron Cottu n'était pas encore à Paris.

LA QUESTION DES SCILLES APPOSÉS CHEZ LE BARRON DE REINACH Paris, 20 décembre. — Le président du tribunal civil, M. de Reinach, a été informé par le procureur général, M. de Cassagnac, que le baron de Reinach, a décidé que partout où cette formalité a été accomplie, les papiers devaient être inventoriés et présentés à la Commission d'enquête et remis ensuite au commissaire de police.

LES PERQUISITIONS Paris, 20 décembre. — Les démarches mystérieuses du comte de Reinach ont été déjouées par le procureur général, M. de Cassagnac, qui a fait saisir chez lui, à Paris, une grande quantité de papiers.

UN FAIT SIGNIFICATIF Paris, 20 décembre. — M. Guillemin, député de la Vendée, membre de la Commission d'enquête, rapporteur du projet de loi sur la suppression des octrois, était parti, samedi, en compagnie de MM. Guillemin et Bevard, député de la Seine, pour aller à Paris, hier dimanche, une conférence sur la suppression des octrois.

LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMPAGNIE DE SUÈZ Paris, 20 décembre. — Une réunion importante du Conseil d'administration de la Compagnie de Suez a eu lieu, hier, à Paris, sous la présidence de M. de Cassagnac.

UN MEETING BOURGAINOIS Paris, 20 décembre. — Quatre mille bourgeois-bourgeois ont participé à un meeting qui a eu lieu, hier, à Paris, sous la présidence de M. de Cassagnac.

M. DRUMONT CANDIDAT A DIJON Paris, 20 décembre. — Le Figaro annonce que la candidature de M. Drumont vient d'être déposée à Dijon pour le siège de M. Targy, député.

CORNELIUS HERZ M. Herz à Londres. Cornelius Herz est toujours à Londres, il a tenu un conseil de famille, mais n'y demeure pas. C'est là que il reçoit ses lettres.

LA DÉCORATION DE M. HERZ Paris, 19 décembre. — Une note officielle nous fait savoir que le procès de Panama sera pendant, on ne s'occupera pas de la radiation des cadres de la Légion d'honneur de M. Herz.

LES BRUITS DU SOIR Paris, 19 décembre. — Comme chaque soir, ces jours-ci, on parle, ce soir, de graves préparatifs du parquet et de la police en vue de nouvelles opérations demain matin, pour empêcher de s'emparer des fameux papiers qui font tant de bruit.

LE DUEL ARÈNE-ANDRIEUX M. Andrieux a fait déclarer par ses témoins à ceux de M. Arène, qu'il ne veut pas se battre, car, en fait, il ne se réserve le droit de faire ensuite la preuve des accusations portées par lui dans la Libre Parole contre le député de la Corse.

LA LETTRE DE M. DRUMONT A M. CARNOT Comme nous l'avons annoncé, M. Drumont écrit à M. Carnot une lettre vive pour dire qu'il s'est indigné de ce que l'on en avait fait, à la suite de la radiation de son nom de la Légion d'honneur.

UNE NOUVELLE RÉVOLUTIONNAIRE Un comité provisoire d'initiative — comprenant les citoyens Baudin, Chauvin, Vaillant, etc. — vient de se constituer à Paris, pour la défense de la République, contre les tentatives de restauration monarchique.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

L'ancien préfet de police a confirmé à notre confrère que le récit de l'Écho de Paris, n'est que la réédition de ce qui a été dit par le rédacteur de ce journal, dans le salon de Rochefort à Londres.

UN SUJET DE SON AFFAIRE AVEC M. EMMAUËL ARÈNE, M. Andrieux a dit : « Je n'ai rien à ajouter dans l'espèce. Je n'ai rien à dire sur la question des scillets apposés chez le baron de Reinach, a décidé que partout où cette formalité a été accomplie, les papiers devaient être inventoriés et présentés à la Commission d'enquête et remis ensuite au commissaire de police.

LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMPAGNIE DE SUÈZ Paris, 20 décembre. — Une réunion importante du Conseil d'administration de la Compagnie de Suez a eu lieu, hier, à Paris, sous la présidence de M. de Cassagnac.

UN MEETING BOURGAINOIS Paris, 20 décembre. — Quatre mille bourgeois-bourgeois ont participé à un meeting qui a eu lieu, hier, à Paris, sous la présidence de M. de Cassagnac.

M. DRUMONT CANDIDAT A DIJON Paris, 20 décembre. — Le Figaro annonce que la candidature de M. Drumont vient d'être déposée à Dijon pour le siège de M. Targy, député.

CORNELIUS HERZ M. Herz à Londres. Cornelius Herz est toujours à Londres, il a tenu un conseil de famille, mais n'y demeure pas. C'est là que il reçoit ses lettres.

LA DÉCORATION DE M. HERZ Paris, 19 décembre. — Une note officielle nous fait savoir que le procès de Panama sera pendant, on ne s'occupera pas de la radiation des cadres de la Légion d'honneur de M. Herz.

LES BRUITS DU SOIR Paris, 19 décembre. — Comme chaque soir, ces jours-ci, on parle, ce soir, de graves préparatifs du parquet et de la police en vue de nouvelles opérations demain matin, pour empêcher de s'emparer des fameux papiers qui font tant de bruit.

LE DUEL ARÈNE-ANDRIEUX M. Andrieux a fait déclarer par ses témoins à ceux de M. Arène, qu'il ne veut pas se battre, car, en fait, il ne se réserve le droit de faire ensuite la preuve des accusations portées par lui dans la Libre Parole contre le député de la Corse.

LA LETTRE DE M. DRUMONT A M. CARNOT Comme nous l'avons annoncé, M. Drumont écrit à M. Carnot une lettre vive pour dire qu'il s'est indigné de ce que l'on en avait fait, à la suite de la radiation de son nom de la Légion d'honneur.

UNE NOUVELLE RÉVOLUTIONNAIRE Un comité provisoire d'initiative — comprenant les citoyens Baudin, Chauvin, Vaillant, etc. — vient de se constituer à Paris, pour la défense de la République, contre les tentatives de restauration monarchique.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

Signalons un long article de l'Écho de Paris, sous le titre d'Entrevue, qui n'est qu'un long plaidoyer en faveur de M. de Reinach, et qui est signé par M. de Cassagnac.

UN SUJET DE SON AFFAIRE AVEC M. EMMAUËL ARÈNE, M. Andrieux a dit : « Je n'ai rien à ajouter dans l'espèce. Je n'ai rien à dire sur la question des scillets apposés chez le baron de Reinach, a décidé que partout où cette formalité a été accomplie, les papiers devaient être inventoriés et présentés à la Commission d'enquête et remis ensuite au commissaire de police.

LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMPAGNIE DE SUÈZ Paris, 20 décembre. — Une réunion importante du Conseil d'administration de la Compagnie de Suez a eu lieu, hier, à Paris, sous la présidence de M. de Cassagnac.

UN MEETING BOURGAINOIS Paris, 20 décembre. — Quatre mille bourgeois-bourgeois ont participé à un meeting qui a eu lieu, hier, à Paris, sous la présidence de M. de Cassagnac.

M. DRUMONT CANDIDAT A DIJON Paris, 20 décembre. — Le Figaro annonce que la candidature de M. Drumont vient d'être déposée à Dijon pour le siège de M. Targy, député.

CORNELIUS HERZ M. Herz à Londres. Cornelius Herz est toujours à Londres, il a tenu un conseil de famille, mais n'y demeure pas. C'est là que il reçoit ses lettres.

LA DÉCORATION DE M. HERZ Paris, 19 décembre. — Une note officielle nous fait savoir que le procès de Panama sera pendant, on ne s'occupera pas de la radiation des cadres de la Légion d'honneur de M. Herz.

LES BRUITS DU SOIR Paris, 19 décembre. — Comme chaque soir, ces jours-ci, on parle, ce soir, de graves préparatifs du parquet et de la police en vue de nouvelles opérations demain matin, pour empêcher de s'emparer des fameux papiers qui font tant de bruit.

LE DUEL ARÈNE-ANDRIEUX M. Andrieux a fait déclarer par ses témoins à ceux de M. Arène, qu'il ne veut pas se battre, car, en fait, il ne se réserve le droit de faire ensuite la preuve des accusations portées par lui dans la Libre Parole contre le député de la Corse.

LA LETTRE DE M. DRUMONT A M. CARNOT Comme nous l'avons annoncé, M. Drumont écrit à M. Carnot une lettre vive pour dire qu'il s'est indigné de ce que l'on en avait fait, à la suite de la radiation de son nom de la Légion d'honneur.

UNE NOUVELLE RÉVOLUTIONNAIRE Un comité provisoire d'initiative — comprenant les citoyens Baudin, Chauvin, Vaillant, etc. — vient de se constituer à Paris, pour la défense de la République, contre les tentatives de restauration monarchique.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.

LA TRONCHÉE DE M. ANDRIEUX Paris, 19 décembre. — On parle vaguement d'un démande que présenterait un membre de la Commission d'enquête, qui voudrait que les papiers saisis chez M. Andrieux, soient communiqués à la Commission.